

LA GEORGIE POST-SOVIETIQUE : DEUX DECENNIES D'INCERTITUDES

EVELINE BAUMANN

UMR 201 « Développement et Sociétés » (IRD / Université Paris I)

Au moment de l'indépendance, les populations géorgiennes aspiraient à une « vie meilleure » que pendant la période soviétique, tout simplement. Les décideurs, eux, promettaient à la fois démocratie et prospérité, grâce à l'économie de marché, appuyés en cela par les agences internationales. Qu'est devenue cette double promesse au cours des deux décennies de l'histoire post-soviétique de la Géorgie ? Après avoir été un « bastion de liberté » (G. W. Bush) et un « top reformer » (Doing Business), le petit pays sud-caucasien a vu se ternir son image sur le plan international, la guerre d'août 2008 représentant une rupture par excellence. Alors que les autorités de Tbilissi poursuivent les options économiques ultra-libérales, les populations sont confrontées à la dégradation de leur niveau de vie, notamment dans les campagnes, et l'incertitude par rapport à l'avenir handicape toute projection dans le temps. On présentera un bilan de l'expérience de la Géorgie post-soviétique, en privilégiant une approche « par le bas » et en articulant le politique et l'économique. On interrogera tout particulièrement les politiques sociales.

L'éclatement de l'empire soviétique en une trentaine d'Etats successeurs appelés, par commodité, « pays en transition », a généré les espérances les plus folles auprès des populations concernées. Il en fut de même en Géorgie. Dans ce petit pays sud-caucasien, indépendant depuis 1991, ces espérances devaient même être ravivées en 2004, lorsqu'à la suite de la première révolution de velours dans l'espace post-soviétique, son protagoniste Mikheïl Saakachvili accéda à la présidence de la République. Cependant, après deux décennies de « transition », les Géorgiens sont, dans l'ensemble, désabusés, un sentiment qu'ils partagent avec un grand nombre de ceux qui, eux aussi, ont connu la domination de Moscou. Un sentiment qui, selon toute évidence, a aussi tendance à se renforcer, sans que la communauté internationale ne s'en émeuve particulièrement...¹ « Ce n'est pas le cheval que nous voulions ».

C'est par cette locution empruntée à la Hongrie que l'on peut paraphraser la manière dont de très nombreux Géorgiens perçoivent les évolutions

1. Je tiens à remercier les membres du Centre for Social Studies à Tbilissi [<http://cssge.ge/>], dont notamment Marina Muskhelishvili, de leur grande disponibilité à mon égard et des nombreuses discussions stimulantes.

politiques et économiques du passé récent. Il y a quelques années déjà, le rapport « *Life in Transition* » de la BERD (Banque européenne pour la reconstruction et le développement), premier document à proposer une vue d'ensemble sur la représentation de la vie au quotidien dans les anciens « pays de l'Est », donnait des indications utiles à cet égard (EBRD 2007). Entre 60 et 70 % des Géorgiens interrogés à l'époque estimaient que la situation économique était moins bonne qu'à l'époque soviétique. Quant à la situation politique, les pessimistes furent moins nombreux, entre 30 et 40 % de la population. Un certain nombre d'éléments portent à croire que la situation ne s'est guère améliorée, bien au contraire.

En effet, depuis le moment où la BERD a « pris la température » de ceux dont la vie serait « en transition », la Géorgie a traversé de lourdes épreuves : elle a durement ressenti les répercussions de la crise financière, a vécu, en 2008, la guerre avec la Russie - d'une durée brève, certes : cinq jours... - et elle a connu de nombreuses manifestations qui ont été sanctionnées souvent par l'intimidation, parfois par la force, en dépit de leur caractère pacifique (Baumann 2009, Tarkhan-Mouravi 2011). Fin mai 2011, la veille de la Journée de l'Indépendance, la répression d'une de ces manifestations a pris une tournure dramatique : plusieurs personnes devaient y laisser leur vie - fait sans précédent depuis que le pays s'est séparé de l'ancienne puissance soviétique -, les arrestations furent nombreuses¹, et l'on signale des disparitions d'activistes opposants. Nombreux sont les Géorgiens qui, huit ans après la Révolution des Roses, réclament un nouveau renversement. Recommencer ? Pour aller dans quelle direction ?

Et pourtant, s'il y a un domaine dans lequel la Géorgie semble exceller, c'est celui de l'économie (Baumann 2008, Papava 2011). Les performances sont impressionnantes, du moins lorsque l'on considère les données macro-économiques. Pendant plusieurs années, la croissance frôlait, voire dépassait, les 10 % par an ; en 2010, elle était supérieure à 6 %². À en croire un certain nombre d'indicateurs, la greffe néo-libérale aurait pris. Ainsi, d'après le classement de *Doing Business*, agence de *benchmarking* de la Banque mondiale qui tente de mesurer l'environnement des affaires, la Géorgie occupe le respectable 12^{ème} rang parmi les 183 pays passés en revue. Mais les fruits de cette croissance n'ont pas donné lieu à la répartition tant souhaitée

1. Voir, entre autres, des articles sur <http://www.geotimes.ge/> et le site de l'Ombudsman, où l'on trouve la liste des personnes arrêtées [<http://www.ombudsman.ge/>], ainsi que <http://slacktivista.com/2011/06/01/suliko/> et http://monitori.ge/video_blank.php?vid=262. NB : tous les sites Internet mentionnés ont été consultés début juin 2011.

2. Une croissance qui, tout comme dans d'autres pays post-communistes, s'explique, entre autres, par le nécessaire rattrapage de l'économie consécutif au démantèlement des structures de production soviétiques.

par la population ; les inégalités sont perceptibles de visu. Si les manifestations récurrentes sont motivées par le dénuement matériel des populations, d'autres motifs viennent s'y ajouter, comme le mécontentement des Géorgiens face à la gouvernance du pays.

Le cas de la Géorgie paraît assez symptomatique du désenchantement qui est susceptible de se répandre à la suite d'une révolution (Khutsishvili 2009, Muskhelishvili et Jorjoliani 2009, Wheatley 2010). Lorsque fut déclenchée la « Révolution des Roses », sans doute plus encore qu'au moment de l'Indépendance, les populations géorgiennes aspiraient à une « vie meilleure », tout simplement. Les décideurs nationaux, eux, raisonnaient en termes de démocratie et d'économie de marché, pensant que les deux allaient forcément de pair. Et en cela, ils n'ont fait que reprendre le discours de certaines agences de développement et autres organisations internationales de la société civile...

Quelles sont alors les leçons que l'on peut tirer de l'expérience géorgienne, des espérances qu'a éveillées la Révolution des Roses, de l'insatisfaction des Géorgiens avec le régime issu de cette Révolution, insatisfaction que l'on peut espérer temporaire ? Avant de répondre à cette question, il convient de s'intéresser de près à quelques spécificités du pays.

Les spécificités de la Géorgie

Ces spécificités sont tout d'abord imputables à la position géographique de la Géorgie. Situé à la frontière septentrionale de la Russie, le pays revêt un intérêt géostratégique remarquable pour l'ancienne puissance coloniale. En effet, compte tenu de la composition ethnico-linguistique particulièrement complexe et des frontières fixées souvent de manière arbitraire (cartes 1 et 2, Urjewicz 2011), les conflits armés sont fréquents. Moscou, ayant vu s'effriter son empire, continue à vouloir affirmer son emprise sur ses voisins immédiats et a tendance à montrer, de manière récurrente, qu'elle est en mesure de réprimer par la force toute résistance à son égard. La Géorgie est aussi un pays de transit, traversé non seulement par un important axe routier – partiellement en devenir - mais aussi et surtout par des oléoducs et gazoducs reliant l'Europe de l'Est et l'Asie centrale. À ce sujet également, Moscou tient à contrôler son voisin du Sud.

L'Union européenne veut, elle aussi, avoir son mot à dire dans la zone. Il s'agit de sécuriser la région et d'empêcher l'installation, à sa porte, de foyers de troubles politiques qui risqueraient d'avoir un effet contagieux pour l'Europe dans son ensemble et de générer des flux migratoires non désirés par les pays « d'accueil ». C'est aussi à ce titre que la Géorgie bénéficie de la Politique européenne de voisinage, comme les pays riverains de la Méditerranée, et du Partenariat oriental, indépendamment de ses éventuelles potentialités de partenaire.

Carte 1 : L'Union européenne et les pays du Partenariat oriental



Source : <http://eeas.europa.eu/eastern/>

Carte 2 : Groupes ethnolinguistiques dans le Caucase



Source : http://en.wikipedia.org/wiki/File:Caucasus-ethnic_en.svg
économique (Delcour 2011, Natsvlishvili 2009)

Cet intérêt géostratégique mérite cependant d'être nuancé. Il est vrai que, pendant longtemps, Moscou tenait à contrôler le passage des hydrocarbures, mais ce souci s'est quelque peu estompé au fil du temps. De même, les autorités de Tbilissi ont souvent tendance à surestimer l'intérêt que présente leur pays pour Bruxelles et à l'instrumentaliser à des fins de politique politicienne. Une chose est certaine : compte tenu de l'état de son économie, c'est essentiellement la Géorgie qui bénéficie du rapprochement avec l'Union

européenne, à cause des appuis financiers accordés par l'Union tout d'abord, mais aussi du prestige que tirent les autorités de Tbilissi de la proximité symbolique avec Bruxelles.

Parmi les spécificités de la Géorgie, c'est surtout la rupture avec le passé soviétique qui mérite d'être soulignée, toujours par opposition à ce qui peut se passer dans d'autres pays également dits « en transition ». Rupture politico-administrative tout d'abord, puisque dès le lendemain de l'indépendance, il s'agissait de doter la Géorgie d'institutions permettant aux populations de s'identifier avec ce nouvel État en gestation et de pourvoir ce dernier d'insignes qui lui soient propres : institutions de la vie politique, services administratifs, appareil juridique, monnaie, système d'éducation et de formation, système électoral, protection sociale, etc.

Rupture économique ensuite, puisqu'il fallait construire une économie susceptible de remplacer le système planifié, basé sur la coopération entre les États membres de l'URSS. L'effondrement de l'empire soviétique ne sonna pas le glas de ces relations vieilles de plusieurs décennies. Alors que la Géorgie perdait ses fournisseurs à bas coût et ses marchés d'exportations quasiment illimités et que les infrastructures de transport de la sous-région étaient démantelées, les biens produits traditionnellement n'étaient pas compétitifs sur les nouveaux marchés qu'il s'agissait de conquérir. Le système de production soviétique s'est désarticulé progressivement, faisant place, timidement, à des structures compatibles avec l'économie de marché. Cette évolution devait aussi s'accompagner de réflexions par rapport aux politiques publiques à mener.

Sortir du chaos, grâce aux lois du marché...

Les tâches qui attendaient les décideurs de Tbilissi au lendemain de l'indépendance furent considérables. Il fallait, tout d'abord, défendre les frontières du pays et accueillir en terrain sûr les quelque 250 000 déplacés internes. Une autre urgence s'imposait à eux, celle d'assurer le passage de l'économie planifiée à l'économie de marché, passage qui se traduisait, dans un premier temps, par la privatisation des unités industrielles, d'une part, la dissolution des fermes d'État et la distribution aux particuliers des terres auparavant cultivées collectivement, d'autre part. Compte tenu des urgences, ces différentes initiatives ne devaient aboutir que partiellement. Plus encore, l'État social - auparavant inclusif, procurant aux travailleurs des revenus plus ou moins décents tout au long de leur vie et garantissant aussi des soins de santé relativement corrects - avait cessé de fonctionner. Les pensions de retraite - essentielles dans une société comptant une proportion de personnes âgées comparable à celle que connaissent les pays d'Europe occidentale - n'étaient pas versées pendant de longs mois. Plusieurs années de suite,

l'inflation fit des ravages, ceux qui en avaient la possibilité se repliaient sur l'agriculture de subsistance, une stratégie de survie à même de limiter les dégâts du chaos ambiant¹.

Rien d'étonnant alors que la grande majorité de la population géorgienne accueillit Mikheïl Saakachvili comme celui qui allait sauver la Géorgie d'un déclin sans issue, omettant par là même que les premiers jalons des réformes à venir furent posés par son prédécesseur Shevardnadze. Dès le début de son mandat, les options de « Misha », comme l'appellent ses compatriotes, furent claires : rétablir l'ordre public et la sécurité intérieure, construire un État moderne et mettre en place une économie de marché conforme aux préceptes des agences internationales. Un certain nombre de réalisations sont effectivement impressionnantes : rétablissement de la sécurité au jour le jour, suppression de la petite corruption - perpétrée notamment par les agents de la circulation -, construction d'infrastructures de communication, stabilisation de la monnaie nationale, mise aux normes fiscales des entreprises d'une certaine envergure, réduction drastique du nombre de taxes, simplification des procédures pour la création d'entreprises et des formalités administratives pour les particuliers. Et si aujourd'hui *Doing Business* félicite la Géorgie pour ses performances, c'est aussi parce que les démarches administratives sont informatisées à un degré qui cherche son égal en Europe occidentale².

Depuis la Révolution des Roses, le maître mot des autorités de Tbilissi est la modernisation de l'environnement de l'entreprise, censée permettre l'épanouissement de l'initiative individuelle. L'ultra-libéralisme devient alors la doctrine du régime. Kakha Bendukidze, l'un des protagonistes de cette approche et ancien conseiller de Mikheïl Saakachvili l'exprimait ainsi :

« La priorité de toute politique économique doit être une dérégulation maximale de l'économie, et en Géorgie, c'est de l'ultra-libéralisme. Parce que si la Géorgie veut construire un pays normal, son économie doit croître très rapidement. »³

Lado Gurgenidze, successeur de Kakha Bendukidze et ancien Premier ministre, lui, affirmait :

1. Ce qui explique que, même de nos jours, un actif sur deux s'occupe du travail de la terre, contre un sur quatre en 1991.

2. Voir, par exemple les sites de l'Agence d'enregistrement civil [<http://www.cra.gov.ge/>] et de l'Agence nationale d'enregistrement public [<http://www.napr.gov.ge/>].

3. « Kakha Bendukidze promet des réformes ultra-libérales en Géorgie » (en russe), Polit.Ru, 2 Juin 2004. [<http://www.polit.ru/news/2004/06/02/benduk.html>]. Voir aussi ESI (2010a, 2010 b, 2010c).

[...] « Nous sommes des libertariens [...] », «[...] nous n'avons pas de politique industrielle dans quelque secteur que ce soit[...] », et « [...] nous prenons toute activité légale... peu importe d'où vient la croissance [...] »¹.

La quasi-absence de politique économique ne concerne pas seulement le domaine industriel, loin s'en faut. On cherchera aussi en vain une véritable politique de l'emploi² ainsi que des mesures relatives à l'agriculture de type familial ou aux petits métiers, etc., un fait qui semble irriter les partenaires internationaux, que ce soient les États-Unis, au travers de l'USAID, ou bien la Commission européenne (2011). En revanche, ce sont des mesures *ad hoc* qui font office de « politique », mesures généralement médiatisées par des supports étroitement contrôlés par le pouvoir en place. Et alors qu'en 2010 encore, la Géorgie de Mikheïl Saakachvili était supposée devenir un nouveau Dubaï³, à peine un an après, c'est dans le tourisme que résideraient des potentialités jusqu'alors insoupçonnées⁴.

Aux yeux des décideurs, la croissance économique promue par les lois du marché est considérée comme le seul moyen susceptible de conjurer le danger majeur pour le pays : la Russie voisine. Et paradoxalement, pour entretenir les investissements étrangers, qui ont chuté après la guerre d'août 2008, les autorités de Tbilissi ne rechignent pas non plus à accueillir les capitaux d'origine... russe. Le président le dit explicitement :

« Nous n'allons pas empêcher des sociétés russes de s'installer en Géorgie. [...] Plus il y aura d'intérêts commerciaux, moins il y aura de pression politique. Je n'ai jamais dit que la Géorgie n'a pas besoin de business russe. »⁵ ... au détriment de la construction d'un État social inclusif et démocratique.

Or, en dépit des progrès attestés par les données macro-économiques, la pauvreté continue à sévir. Elle est palpable, même si son chiffrage s'avère difficile, tant les mesures sont aléatoires et soumises à des changements récurrents de méthodologie. C'est tout particulièrement en milieu rural que les

1. « A Conversation with Lado Gurgenedze, Former Prime Minister of Georgia », Milken Institute Global Conference 2009, April 27-29 [<http://www.milkeninstitute.org/>].

2. Concrètement, cela signifie qu'il n'existe pas de document officiel qui préciserait la politique de l'emploi.

3. « Saakashvili: Georgia Will Be Like Dubai in 5-7 Years », Civil.ge, June 22, 2010 [http://www.civil.ge/eng/_print.php?id=22438].

4 Et le président de promettre à la population d'ouvrir personnellement, brevet de pilote en poche, les aéroports qui devront être construits à cet effet. Source : « Tourism Boom in Georgia Expected to Continue », The Messenger, 11 mai 2011 [http://www.messenger.com.ge/issues/2354_may_11_2011/2354_salome.html].

5. « Georgia's Saakashvili Won't Impede Russian Business », Bloomberg.com, March 13, 2009 [<http://bloomberg.com/>].

conditions de vie sont difficiles, que souvent les pensions de retraite sont les seules sources de revenus monétaires, que l'autoconsommation alimentaire est la règle, la plupart des autres dépenses des ménages s'effectuant par le troc.

L'équipe au pouvoir à Tbilissi fait entièrement confiance aux mécanismes de marché, nous l'avons dit. Cette approche a des répercussions lourdes de conséquences dans le domaine social. En effet, cela signifie que la pauvreté et les inégalités sont supposées se résorber quasi automatiquement par la croissance économique, que l'on estime ne pas avoir besoin de mécanismes de régulation ou de mesures susceptibles de redistribuer les fruits de la croissance. Cela signifie aussi que le dialogue social est considéré comme un exercice superflu, que la défense des travailleurs par des organisations représentatives est présentée comme un luxe. Une telle approche est cependant particulièrement préjudiciable au déclenchement d'un processus de démocratisation, si nous entendons par là un processus de développement vers plus d'égalité et d'implication des individus, une conception qui va donc explicitement au-delà de simples préoccupations électorales.

Deux décennies après l'indépendance du pays, le processus de démocratisation semble en panne. On peut en prendre pour preuve la situation de l'Etat social (Baumann 2010). Celui-ci a été largement démantelé et les mesures sociales sont réduites à leur plus simple expression. La protection sociale est essentiellement destinée à stabiliser le niveau de pauvreté, ce qui représente une rupture par rapport au système inclusif soviétique, rupture durement ressentie par les populations et tout particulièrement par les personnes âgées. En effet, alors qu'en 1991, les dépenses sociales étaient de l'ordre de 12 % du PIB, elles ne correspondent, en 2007, qu'à 4 %. Toujours en 1991, le taux de remplacement des retraites était de l'ordre de 70 %. Aujourd'hui, la pension de retraite - 80 lari en 2011, soit environ 33 € - correspond tout juste à 12 % du salaire mensuel moyen. Et pourtant, dans beaucoup de ménages, elle représente la seule rentrée monétaire¹.

Un autre élément indispensable au processus de démocratisation pâtit, lui aussi, des répercussions de l'ultra-libéralisme cher aux autorités de Tbilissi, à savoir la législation du travail telle qu'elle s'exprime à travers le Code du travail. Élément central pour la protection des travailleurs contre d'éventuels abus de leurs employeurs, d'une part, pour la lutte contre le dumping social dont pâtiraient les travailleurs des partenaires commerciaux, d'autre part, le Code du travail géorgien, élaboré sans véritable implication des syndicats et voté en 2006, est particulièrement sommaire et ultra-libéral. A un point tel que l'OIT, tout comme l'Union européenne, tentent depuis des années d'obtenir

1. Sources : Social Service Agency [<http://www.ssa.gov.ge/index.php?id=31&lang=2>] et National Statistics Office of Georgia [<http://www.geostat.ge/>].

des amendements, ainsi que des garanties quant à la non-discrimination des syndiqués et quant au droit de grève. Mais sans trop de succès. Dans l'espace post-soviétique, la Géorgie est d'ailleurs le seul pays où les décideurs essaient de faire disparaître les syndicats, tout simplement, en faisant fi de leur existence dans les négociations supposées être tripartites. D'aucuns, comme ce penseur du régime, estiment même que les syndicats sont des « inventions » des pays occidentaux, destinées à nuire à l'économie géorgienne et que le pays pourra parfaitement s'en passer¹.

Le déficit de démocratie se révèle aussi dans d'autres domaines. Ainsi, la propriété des médias est peu transparente et l'accès à l'information plurielle est semé d'embûches, un fait qui est aussi souligné par les autorités européennes (Commission européenne 2011)². En effet, alors que dans la capitale on peut accéder à une seule chaîne de télévision critique par rapport au régime en place, dans les zones rurales, il faut disposer pour cela d'une parabole. Mais le coût d'un tel dispositif est prohibitif pour la très grande majorité de la population. De même, Bruxelles déplore la discrimination des minorités ethniques et religieuses et regrette la stigmatisation de la communauté homosexuelle.

On signalera, enfin, un autre indicateur pour les pratiques arbitraires, à savoir le nombre de prisonniers. En Géorgie, il atteint des records dans l'espace post-soviétique. Selon l'*International Center for Prison Studies* - qui utilise des données d'Eurostat - fin 2010, le pays comptait 538 prisonniers par 100 000 habitants, soit 29 % de plus que trois années auparavant³. Autant d'éléments qui donnent un goût amer par rapport aux espérances réveillées par la Révolution des Roses. Les événements de fin mai 2011 ne font que le renforcer...

Économie néo-libérale et processus de démocratisation : des temporalités différentes

Les mots d'ordre au moment de la Révolution des Roses étaient introduire l'économie de marché et promouvoir la démocratie grâce à un État moderne. Ils rencontraient un écho favorable auprès des bailleurs de fonds et des agences internationales, tout en rassurant les investisseurs étrangers. La poursuite simultanée de ces deux objectifs s'avéra cependant très vite une entreprise difficilement réalisable, ne serait-ce que parce que les deux

1. <http://giajandieri.blogspot.com/2006/05/labor-market-unions-and-new-labor-code.htm>, 12 mai 2006.

2. En revanche, début juin 2011, la présence d'une actrice de Hollywood pour la sortie du film « Five days in August » - sous-entendu août 2008, mois de la guerre avec la Russie -, commandé par les autorités géorgiennes, est médiatisée comme un événement d'État.

3. Source : <http://www.prisonstudies.org/>. À titre d'information, pour la Tunisie, ce chiffre fut de 263 en 2004 (données les plus récentes).

renvoient à des temporalités différentes. En effet, toutes proportions gardées, il est plus aisé de décréter des lois et de mettre en place des organisations économiques que de faire accepter, par les décideurs et l'opinion publique, des mécanismes de contrôle et de sanction en cas d'abus, de se rendre à l'évidence que l'économie de marché est génératrice de pauvreté et d'inégalités et que ces inégalités appellent des instruments de redistribution. Dit autrement, l'apprentissage de l'agir démocratique s'inscrit forcément dans le long terme.

La plupart des pays post-soviétiques n'ont pas réussi le passage simultané vers l'économie de marché et davantage de démocratie. Ils sont entrés dans une « zone grise » (Carothers 2002), caractérisée par un grand nombre de modalités de « transition ». Il est vrai que, dans ces pays, on trouve bel et bien des attributs de la vie démocratique, tels qu'un certain espace pour l'opposition et la société civile, des élections libres, etc. Mais, souvent, ces élections sont peu légitimes, les citoyens et leurs intérêts sont peu ou mal représentés, la mobilisation politique est handicapée par des abus de pouvoir perpétrés par les autorités publiques, etc. Ce risque guette, bien entendu, aussi d'autres pays dits « en transition ».

La Géorgie ne représente pas une exception à cette « transition » vers une « zone grise », bien au contraire. Certes, la société civile y semble plus vigoureuse que dans les deux autres pays sud-caucasiens, les syndicats - en dépit de leur effacement - ont une existence effective. Mais ce qui joue en défaveur de pratiques démocratiques plus répandues, c'est le danger qui émane de Moscou, émanation imaginaire ou effective. Le danger russe est régulièrement évoqué pour empêcher que ne s'expriment les aspirations démocratiques. Les décideurs ne s'en cachent d'ailleurs pas lorsqu'ils disent :

« [...] Nous avons été parfois négligents pour les réformes démocratiques... l'environnement sécuritaire étant particulièrement démocratique [...] (Genté 2011 : 76) ».

Que pouvons-nous conclure de l'expérience géorgienne, notamment depuis que la Révolution des Roses a porté au pouvoir Mikheïl Saakachvili ? Sans conteste, il s'agit d'une révolution qui a favorisé la croissance macro-économique, tout en permettant la modernisation de l'appareil de l'État. Il n'en reste pas moins que, contrairement à ce que croyaient pendant longtemps la plupart des Géorgiens ainsi que la communauté internationale, ce ne fut pas une révolution démocratique, mais une révolution néo-libérale. En termes de démocratisation, l'on peut même constater un certain recul, car les droits individuels tels que la liberté d'expression, l'adhésion à des syndicats, etc. sont moins bien respectés, en 2011, qu'il y a encore quelques années. Plus

encore, la tendance consistant à voir en tout critique du régime un « agent de Moscou » ne saurait être la solution au déficit actuel de démocratie.

Dans quelle mesure l'expérience géorgienne - tout comme un grand nombre d'autres expériences post-soviétiques -, peut-elle être instructive pour les pays dits « en transition », notamment ceux ayant connu une révolution au printemps 2011 ? Tout d'abord, il est manifeste que la rupture avec un régime autoritaire quel qu'il soit ne conduit pas automatiquement vers la démocratie¹. Les expériences sont nombreuses à attester cette non-automaticité, pas seulement celle de la Géorgie. Plus encore, la démocratisation doit avant tout être considérée comme un processus et non un état plus ou moins définitif². Il ne s'agit d'ailleurs pas d'un processus linéaire. Bien au contraire, c'est un processus ponctué d'avancées et de revers, dont la Géorgie actuelle nous fournit, justement, un exemple tout à fait évocateur. Une autre idée, souvent exprimée après l'éclatement de l'empire soviétique et mise en avant au lendemain de la Révolution des Roses, consiste à surévaluer l'importance des élections en tant qu'élément générateur de démocratisation. Si essentielles soient-elles, les élections ne suffisent pas pour inaugurer des réformes. Ce qui incombe tout autant, sinon plus, c'est le volontarisme bien dosé des autorités publiques, indépendamment de l'histoire du pays et de son état de « développement ». Autrement dit, pour réussir le processus de démocratisation, il faut avant et surtout un État cohérent et efficace, un État qui ait de véritables projets économiques et sociaux à long terme, un État qui accepte le pluralisme d'idées et qui soit ouvert au débat, sans se retrancher derrière une quelconque menace d'un ennemi effectif ou imaginaire.

Références bibliographiques

Baumann Eveline, 2008. « L'économie géorgienne. Menaces au présent, poids du passé, incertitudes pour l'avenir ». Note n° 7, Paris, Fondation Jean Jaurès, 3 octobre, 12 p. [<http://recherche-iedes.univ-paris1.fr/membres/membres-permanents/baumann-eveline/article/publications-426>].

Baumann Eveline, 2009. « Géorgie : soigner les blessures de la guerre ». Note n° 15, Paris, Fondation Jean Jaurès, 13 janvier, 17 p.

1. Pour l'argumentation qui suit, on s'inspire de Carothers (2002).

2. C'est pour cette raison aussi que le terme « transition » paraît ambigu. Voir à ce sujet Diamond (2008).

Baumann Eveline, 2010. « Post-Soviet Georgia: The Rocky Path towards Modern Social Protection », *Social Policy and the Global Crisis*, ESPANET Conference, Budapest, September 2-4, 21 p.

Carothers Thomas, 2002. « The End of the Transition Paradigm », *Journal of Democracy*, vol. 13, n° 1, January 2002, pp. 5-21.

Carothers Thomas, 2009. « Democracy Assistance: Political vs. Developmental? », *Journal of Democracy*, vol. 20, n° 1, January, pp. 5-19.

Delcour Laure, 2011. « Le Partenariat oriental de l'Union européenne et le Caucase du Sud », in Minassian (G.), *Eurasie, au cœur de la sécurité mondiale*, Paris, Editions Autrement Frontières, pp. 169-174.

Diamond Larry, 2008. « The Democratic Rollback », *Foreign Affairs*, March /April, 6 p. [<http://www.foreignaffairs.com/articles/63218/larry-diamond/the-democratic-rollback>].

EBRD (European Bank for Reconstruction and Development), 2007. *Life in Transition. A Survey of People's Experiences and Attitudes*. London, EBRD, 83 p.

ESI (European Stability Initiative), 2010a. Georgia's Libertarian Revolution. Part One: Georgia as a Model, Berlin-Tbilisi-Istanbul, ESI, April, 11 p. [<http://www.esiweb.org>].

ESI (European Stability Initiative), 2010b. Georgia's Libertarian Revolution. Part Two: Bendukidze and Russian Capitalism, Berlin-Tbilisi-Istanbul, ESI, April, 15 p.

ESI (European Stability Initiative), 2010c. Georgia's Libertarian Revolution. Part Three: Jacobins in Tbilisi, Berlin-Tbilisi-Istanbul, ESI, April, 41 p.

European Commission, 2011. Country Report: Georgia. Implementation of the European Neighbourhood Policy in 2010. Brussels, May 2011, 22 p.

Genté Régis, 2011. « Géorgie : la démocratie au forceps ? », *Les Cahiers de l'Orient*, n° 101, hiver, pp. 73-81.

Khutsishvili George, 2009. « Georgia's Degenerative Transition », in Emerson Michael, Youngs Richard (eds), *Democracy's Plight in the European Neighbourhood. Struggling Transitions and Proliferation of Dynastie*, Brussels, Centre for European Policy Studies, pp. 68-75.

Muskhelishvili Marina, Jorjoliani Gia, 2009. « Georgia's Ongoing Struggle for a Better Future Continued: Democracy Promotion through Civil Society Development », *Democratization*, vol. 16, n° 4, pp. 682-708.

Natsvlishvili Beka, 2009. « Georgia on the Way to Europe », in Heinrich Böll Stiftung (ed.), *Twenty Years after. Post-Communist Countries and European Integration*, Brussels, Heinrich Böll Stiftung, pp. 102-110.

Papava Vladimer, 2011. « Arménie, Azerbaïdjan, Georgie. Vingt ans de transition économique », *Les Cahiers de l'Orient*, n° 101, hiver, pp. 35-46.

Tarkhan-Mouravi George, 2011. « Les conflits en Géorgie suite à la guerre de 2008 », *Les Cahiers de l'Orient*, n° 101, hiver, pp. 59-70.

Urjewicz Charles, 2011. « Mémoire historique et enjeu de l'histoire au Caucase. Le cas géorgien », in Minassian (G.), *Eurasie, au coeur de la sécurité mondiale*, Paris, Editions Autrement Frontières, pp. 214-218.

Wheatley Jonathan, 2010. « Civil Society in the Caucasus: Myth and Reality », *Caucasus Analytical Digest*, n° 12, January 2010, pp. 2-6.

Baumann Eveline (2012)

La Géorgie post-soviétique : deux décennies
d'incertitudes

In : Haddar M. (dir.), Moisseron Jean-Yves (dir.). *La
transition économique en Tunisie : leçon des
expériences passées*

Paris : L'Harmattan, p. 77-90. (Perspectives
Stratégiques)

Colloque La Transition Economique en Tunisie : Leçon
des Expériences Passées, Tunis (TUN), 2011/05/02-03

ISBN 978-2-296-99324-2